

Municipales 2026 / Enquête CSA pour France Assos Santé
La santé, au premier rang des attentes des Français

A quatre mois des élections municipales, une enquête CSA pour France Assos Santé nous éclaire sur les attentes des Français vis-à-vis de leurs élus locaux. Première d'entre elles, la santé qui s'impose devant la sécurité des biens et des personnes. Et en santé, la priorité, c'est l'accès aux soins. Cette préoccupation s'invitera-t-elle au Salon des maires et des collectivités locales qui s'ouvre ce 18 novembre à Paris ? Les résultats de ce sondage, publiés ce jour, donnent en tout cas matière à réflexion, voire inflexions. De fait, les maires peuvent agir concrètement dans le domaine de la santé.

Alors que l'édition 2025 du Salon des maires et des collectivités locales s'ouvre ce 18 novembre, à Paris, avec, dans le viseur, les prochaines élections municipales, France Assos Santé s'est associée à l'institut de sondages CSA pour tenter de cerner les enjeux locaux qui devraient animer les débats autour du scrutin de mars 2026.

Clairement, la proximité a encore du sens et, surtout, suscite de fortes attentes. Selon notre enquête, [Connaissance et attentes des Français sur les compétences des maires en matière de santé](#), publiée ce jour, ceux-ci cernent plutôt bien les domaines d'intervention de leurs élus locaux : 85 % d'entre eux citent en premier lieu la responsabilité de garantir l'hygiène, la sécurité sanitaire et d'agir sur la salubrité – dont 45 % de manière très affirmative. Derrière cette mission historique de protection de la santé publique, les sondés désignent successivement la possibilité accordée aux maires de favoriser la création d'environnements bénéfiques à la santé et de soutenir et développer l'accès aux soins.¹

Mais quand ils considèrent les actions menées dans leur commune pour améliorer la santé de ses habitants, le compte n'y est pas : seules 53 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites. Les plus critiques se recrutant parmi les plus de 50 ans et/ou dans les communes rurales.

La santé pour tous partout

Le fait est que la santé constitue l'attente n°1 des Français (70 %) vis-à-vis de leur prochain maire, devant la sécurité des biens et des personnes (68 %), la lutte contre les incivilités (62 %) et la gestion des finances et de la dette de la commune (57 %). **La santé s'impose quelles que soient la région (17 sur 18) et la taille de l'agglomération.** Et même si des différences se font jour, quand on analyse les résultats à la lumière de la sensibilité politique des répondants, la santé demeure dans le peloton de tête.

Quand on les sonde sur ce que devrait être la priorité des priorités de leur maire, 37 % des répondants indiquent en premier **le maintien et le développement de l'accès aux soins** –

tout particulièrement chez les 50-64 ans (43 %) et les inactifs (41 %), contre 27 % pour les moins de 35 ans qui le citent toutefois. Une préoccupation majeure, conforme à la réalité du terrain, avec 7 millions de personnes sans médecin traitant.

Concrètement, les Français attendent de leur prochain maire de prendre des initiatives visant à promouvoir aussi bien l'accès aux soins qu'un environnement favorable à leur santé. Sur un total de 14 mesures proposées, ces deux thématiques se partagent les 8 premières places !

Pour ce qui est des actions souhaitées en faveur de l'accès aux soins, **l'installation de centres et/ou maisons de santé pluriprofessionnelles s'impose avec 93 % d'avis favorables**. En matière de protection de leur environnement de vie, ils désignent comme importantissime la protection de la qualité de l'eau (96 % d'avis favorables), devant le choix d'une restauration collective saine et durable et la protection des enfants durant leurs 1 000 premiers jours contre les expositions aux substances chimiques néfastes et, résultat notable, l'adoption d'un règlement local pour restreindre la publicité pour les produits qui nuisent à la santé (80 % d'avis favorables).

Prêts à s'engager pour la santé

Considérant que leur quotidien est directement impacté par les projets mis en œuvre dans le domaine de la santé, 55 % des Français jugent insuffisante l'information sur ce qui est entrepris dans leur commune. A telle enseigne que **92 % d'entre eux estimeraient utile d'être associés aux décisions et aux projets des municipalités en matière de santé**.

Les deux tiers des répondants (65 %) se déclarent, par ailleurs, **prêts à s'impliquer pour défendre les droits des patients dans les établissements de santé de leur commune** – les moins de 35 ans (77 %) et les plus de 65 ans (56 %) faisant cause commune pour faire vivre la démocratie en santé. Un engagement citoyen dont se félicite France Assos Santé, à l'heure où de nombreuses associations connaissent des difficultés, en raison du gel ou des coupes dans leurs subventions, et peinent à trouver des bénévoles.

Ce panorama des attentes des Français en matière de santé est en phase avec les positions de France Assos Santé qui publiera prochainement ses propositions pour améliorer en proximité l'offre de soins et réduire l'impact de certains facteurs environnementaux sur la santé. Rendez-vous début 2026 !

¹ L'enquête CSA a été réalisée en ligne, entre le 24 septembre et le 8 octobre, auprès d'un échantillon de 1 638 répondants, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus.

[Téléchargez les résultats de l'enquête](#)

[Téléchargez l'infographie](#)

A propos de France Assos Santé

Créée en mars 2017, France Assos Santé est l'organisation de référence qui porte la voix et défend les intérêts des patients et des usagers du système de santé. Elle regroupe près de 100 associations nationales qui agissent pour la défense des droits des malades, l'accès aux soins pour tous et la qualité du système de santé. Elle forme les 15 000 Représentants des

Usagers qui siègent dans les instances hospitalières et de santé publique. Elle prend une part active dans le débat public et porte des propositions concrètes auprès des acteurs institutionnels et politiques pour améliorer le système de santé.

Contact presse : Service communication – 07 56 34 10 86 – communication@france-assos-sante.org